



# Actualités OFS

---

## 3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, juillet 2014

## Indicateurs du marché du travail 2014

Résultats commentés pour la période 2008–2014

(Extraits de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2014»)

---

### **Renseignements:**

Patrick Walter, OFS, Section Travail et vie active, tél. 058 463 64 02

E-mail: [patrick.walter@bfs.admin.ch](mailto:patrick.walter@bfs.admin.ch)

N° de commande: 206-1404

**Abréviations dans les graphiques**

CMT	Comptes globaux du marché du travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ISS	Indice suisse des salaires
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

# Table des matières

2008–2013: Principales évolutions sur le marché suisse du travail	4
2008–2013: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail	6
2008–2013: La situation des hommes et femmes sur le marché du travail	8
2008–2013: La main-d'œuvre suisse et étrangère	10
2008–2013: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse	12
Situation du marché du travail au 1 <sup>er</sup> trimestre 2014 et perspectives à court terme	14
Le marché suisse du travail en comparaison internationale	16

## «Indicateurs du marché du travail 2014»

Ce document est un extrait de la publication «Indicateurs du marché du travail», qui fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2008–2014, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de soixante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

**La publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2014» sera disponible dès le 21 août 2014.**

N° de commande: 206-1402  
Commandes: tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61  
Prix: Fr. 18.– ; env. 132 pages

## 2008–2013: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

La crise financière amorcée au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 a mis fin à une phase continue de trois ans de croissance économique soutenue et d'un marché du travail florissant. Ont alors suivi trois trimestres (du quatrième trimestre 2008 au deuxième trimestre 2009) marqués par un recul de la croissance (PIB en termes réels, désaisonnalisés), ce qui a eu temporairement des répercussions négatives sur le marché du travail. Il n'en demeure pas moins que sur l'ensemble des années considérées (de 2008 à 2013), tant le nombre d'actifs occupés que celui des emplois ont augmenté en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT au deuxième trimestre 2013 était, avec 4,2%, supérieur de 0,8 point au niveau auquel il se situait cinq ans plus tôt. Une hausse a été observée en particulier chez les hommes. La croissance de la population active de nationalité étrangère (+18,2%) a aussi eu un impact non négligeable pour le marché du travail en Suisse ces cinq dernières années.

### Mouvements de hausses et de baisses conjoncturelles

Selon la statistique de la population active occupée, qui repose sur une enquête auprès des ménages (ESPA), le nombre d'actifs occupés a progressé de 6,2% à 4,8 millions entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013. La statistique de l'emploi, qui est basée sur une enquête auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire, a affiché parallèlement une hausse du nombre d'emplois de 4,6% à 4,2 millions. La période sous revue a connu différentes phases:

Après près de trois années de croissance économique, le quatrième trimestre 2008 a marqué le début d'un ralentissement conjoncturel suite à la crise financière évoquée ci-dessus, qui s'est accompagné d'une nette hausse du chômage au sens du BIT et du chômage selon le SECO. Le taux de chômage au sens du BIT a grimpé jusqu'à 5,1% au premier trimestre 2010. Le taux de chômage selon le SECO a quant à lui culminé à 4,4% en décembre 2009.

La croissance du PIB a repris au troisième trimestre 2009, entraînant avec un certain décalage une détente sur le marché du travail. Le nombre d'actifs occupés et d'emplois s'est remis à augmenter à partir du deuxième trimestre 2010. Le taux de chômage au sens du BIT a reculé jusqu'à 3,6% au deuxième trimestre 2011 et le taux de chômage selon le SECO est tombé à 2,5% en juillet 2011. Après la conjoncture très favorable observée au quatrième trimestre 2010, la croissance économique s'est ralenti (PIB en termes réels, désaisonnalisés) jusqu'au printemps 2012 pour atteindre moins de 0,5%. Les taux de chômage selon le BIT et le SECO ont réagi à la hausse avec un léger décalage. Depuis le troisième trimestre 2012, le PIB affiche à nouveau des taux de croissance plus élevés. Alors que cette évolution positive au quatrième trimestre 2013 (en comparaison avec le quatrième trimestre 2012) s'est déjà fait sentir au niveau du taux de chômage selon le BIT (-0,3 point), le taux de chômage selon le SECO a continué d'augmenter (+0,2 point).

### Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 18,2% entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013 pour atteindre 1,490 million. Au cours de la même période, le nombre de personnes actives de nationalité suisse s'est accru de 2,9% à 3,519 millions. De 2008 à 2012, l'immigration de personnes actives a varié entre 135'000 (2009) et 172'000 personnes (2011), alors que le nombre d'actifs quittant la Suisse se situait selon l'année entre 93'000 (2011) et 111'000 (2012). L'immigration nette est soumise à des fluctuations relativement fortes (entre 25'000 en 2009 et 79'000 en 2011), mais elle est bien plus élevée depuis le début du siècle que dans les années 1990.

### Evolution contrastée du taux de chômage au sens du BIT selon les grandes régions

Du deuxième trimestre 2008 au deuxième trimestre 2013, le taux de chômage au sens du BIT est passé de 3,4% à 4,2% à l'échelle nationale. On constate des différences entre les grandes régions: le taux a reculé en Suisse centrale (-0,2 point), mais il a augmenté dans la plupart des grandes régions: +1,9 point dans la Région lémanique, +1,4 point au Tessin, +1,1 point en Suisse orientale, +0,9 point à Zurich et +0,7 point dans la Suisse du Nord-Ouest. Enfin, il n'a que peu bougé dans l'Espace Mittelland (+0,1 point) au cours de la période sous revue.

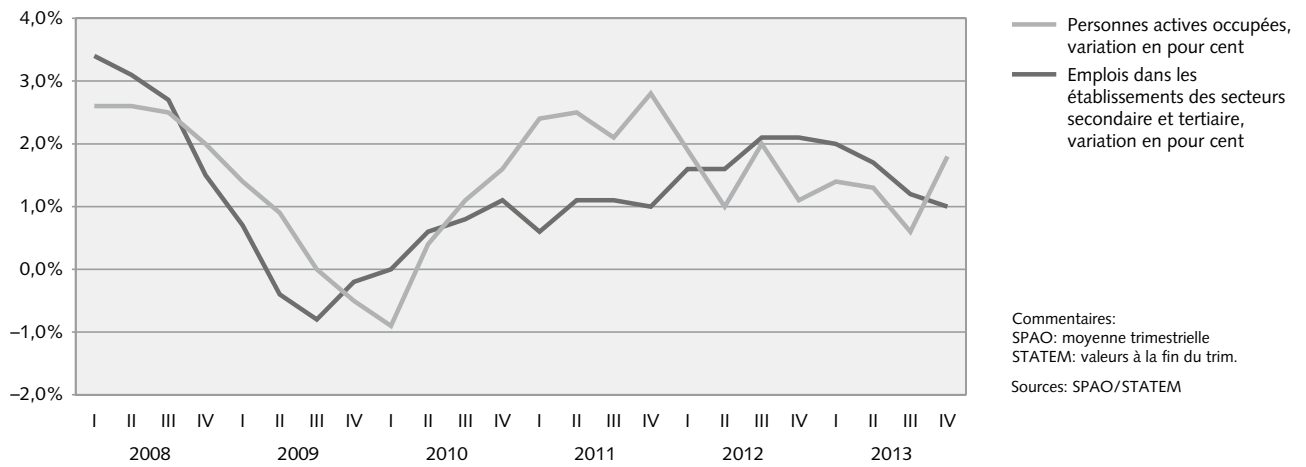
### Taux de chômage au sens du BIT en hausse chez les hommes

D'un point de vue structurel, la période 2008–2013 a vu le taux de chômage des hommes se rapprocher de celui des femmes. Au deuxième trimestre 2013, 4,1% des hommes et 4,2% des femmes étaient au chômage au sens du BIT; l'écart entre les deux sexes était bien plus important cinq ans plus tôt (2,9% chez les hommes contre 4,0% chez les femmes). Durant cette période, le travail à temps partiel a continué d'être plus important chez les femmes (58,5%) que chez les hommes (14,5%). Le nombre d'hommes travaillant à temps partiel a cependant connu une croissance supérieure à la moyenne ces cinq dernières années. En outre, on a observé parmi les personnes actives occupées dans le secteur secondaire une hausse du nombre d'hommes et une baisse du nombre de femmes. Dans l'ensemble, la part des personnes occupées dans ce secteur a reculé (-1,2 point), à l'inverse de celle des personnes œuvrant dans le secteur tertiaire (+1,2 point).

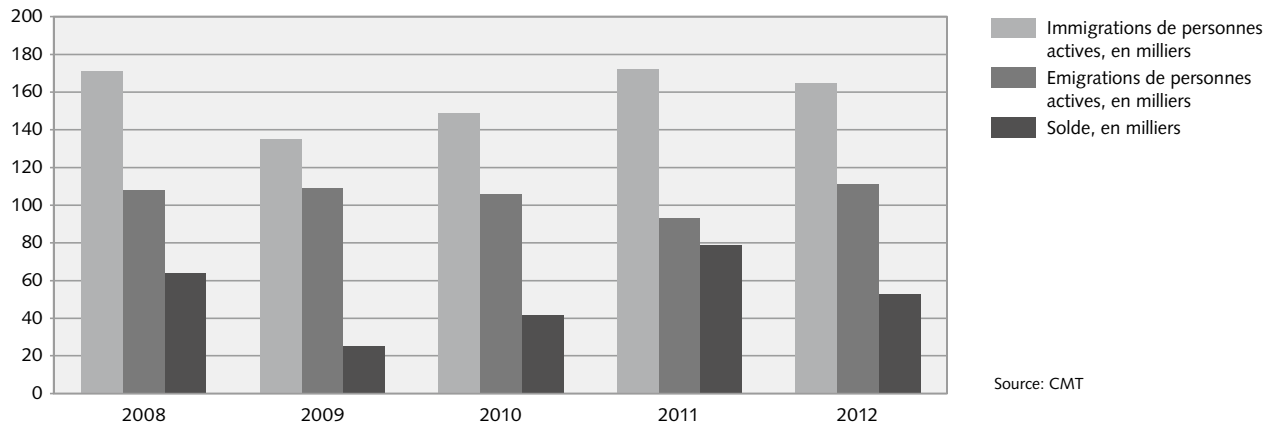
### Croissance des salaires nominaux de 0,7% en 2013

En 2013, les salaires nominaux ont affiché une progression de 0,7% par rapport à 2012, similaire à celles enregistrées les trois années précédentes (+0,8% en 2012, +1,0% en 2011 et +0,8% en 2010). Les décisions en matière de revalorisation salariale pour 2013 ont été, en général, prises à l'automne 2012, alors que la conjoncture mondiale restait fragile et les perspectives économiques étaient incertaines. A cette même période, le taux d'inflation pour 2013 était estimé à +0,5%. Durant les cinq dernières années, de 2009 à 2013, les salaires nominaux ont progressé de 1,1% en moyenne annuelle et les salaires réels de 1,2%, ceci est dû en partie à une hausse nominale exceptionnelle de 2,1% en 2009.

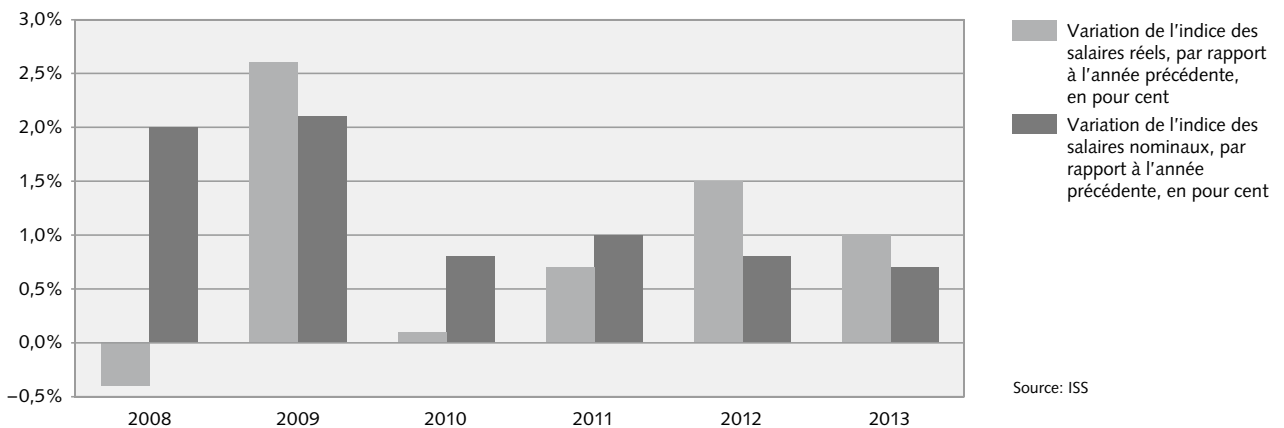
**Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2008–2013**



**Migration de main-d'oeuvre, en milliers, 2008–2012**



**Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2008–2013**



## 2008–2013: Déséquilibres sur le marché suisse du travail

La croissance négative résultant de la crise financière (survenue dès le quatrième trimestre 2008) a entraîné une période de baisse de la demande de travail et de hausse du chômage. A partir du troisième trimestre 2009, l'économie suisse, mesurée à l'aune du produit intérieur brut (PIB en termes réels, désaisonnalisé), a renoué avec la croissance. Celle-ci a conduit à des meilleures perspectives d'emploi et à une diminution des taux de chômage selon le BIT et le SECO. Elle a toutefois marqué le pas en 2011, occasionnant un fléchissement des indicateurs du marché du travail. La croissance a repris du vif à partir de la deuxième moitié de l'année 2012. Si l'amélioration de la conjoncture s'est déjà répercutée sur le taux de chômage au sens du BIT, le taux de chômage selon le SECO n'avait, lui, pas encore diminué au quatrième trimestre 2013.

### Bonne santé du marché du travail avant la crise

La période précédant la crise financière a été marquée par une croissance économique de plusieurs années et une demande croissante de main-d'œuvre. Le taux de chômage selon le SECO (2,4% aux deuxième et troisième trimestres 2008) et le taux de chômage au sens du BIT (3,4% au deuxième trimestre 2008) étaient au plus bas. Le nombre de places vacantes a atteint au premier trimestre 2008 son plus haut niveau (67'000) depuis l'introduction de la statistique s'y rapportant. La part des établissements ayant annoncé avoir rencontré des difficultés à recruter du personnel qualifié est passée de 26% au premier trimestre 2007 à 35% au troisième trimestre 2008. Cette constellation sur le marché du travail s'est toutefois détériorée à partir de l'automne 2008 suite à la crise financière.

### Nette hausse du nombre de chômeurs au sens du BIT durant la crise financière

Du quatrième trimestre 2008 au deuxième trimestre 2009, le produit intérieur brut a enregistré des taux de croissance négatifs. Cette évolution n'est pas restée sans conséquence pour le marché du travail. Le nombre de chômeurs selon le SECO et celui des chômeurs au sens du BIT ont commencé à grimper à partir du troisième trimestre 2008. L'augmentation du nombre de chômeurs au sens du BIT a été particulièrement forte: de 142'000 au troisième trimestre 2008, ils sont passés à 228'000 au premier trimestre 2010, ce qui représente une hausse de 60%. Les entreprises ont dès lors eu moins de difficultés à recruter et le nombre de places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire s'est réduit, passant de 67'000 au premier trimestre 2008 à 38'000 au troisième trimestre 2009.

### Léger rétablissement depuis l'été 2009

Après trois trimestres de récession économique, la Suisse a retrouvé le chemin de la croissance au troisième trimestre 2009 et le PIB a enregistré une croissance positive. Cette évolution s'est répercutée avec un léger décalage sur le marché du travail: les entreprises ont à nouveau offert plus de postes de travail et les perspectives d'emploi se sont améliorées. Les effectifs des chômeurs se sont remis à diminuer au deuxième trimestre 2010 (chômeurs selon le SECO) et au troisième trimestre de la même année (chômeurs au sens du BIT). Mais le recul a été nettement plus modeste que la hausse enregistrée pendant la crise. Cette reprise, qui s'est traduit par un taux de chômage selon le SECO tombant à 2,5% en juillet 2011 et un taux de chômage au sens du BIT tombant à 3,6% au deuxième trimestre 2011, a toutefois pris fin.

### Ralentissement en 2011

Après la forte croissance enregistrée au quatrième trimestre 2010 (hausse de 1,0% du PIB en termes réels par rapport au trimestre précédent, désaisonnalisé), le taux de croissance annuel 2011 s'est contracté à moins de 0,5%. Dans les 18 mois qui ont suivi, la croissance a été modeste, voire même négative. Les indicateurs du marché du travail ont eux aussi fait état d'un ralentissement de la croissance économique: le nombre de places vacantes a reculé à partir de troisième trimestre 2011, faisant monter les taux de chômage selon le BIT et le SECO à partir du deuxième trimestre 2012. Le nombre des emplois et des actifs occupés a en revanche continué d'augmenter.

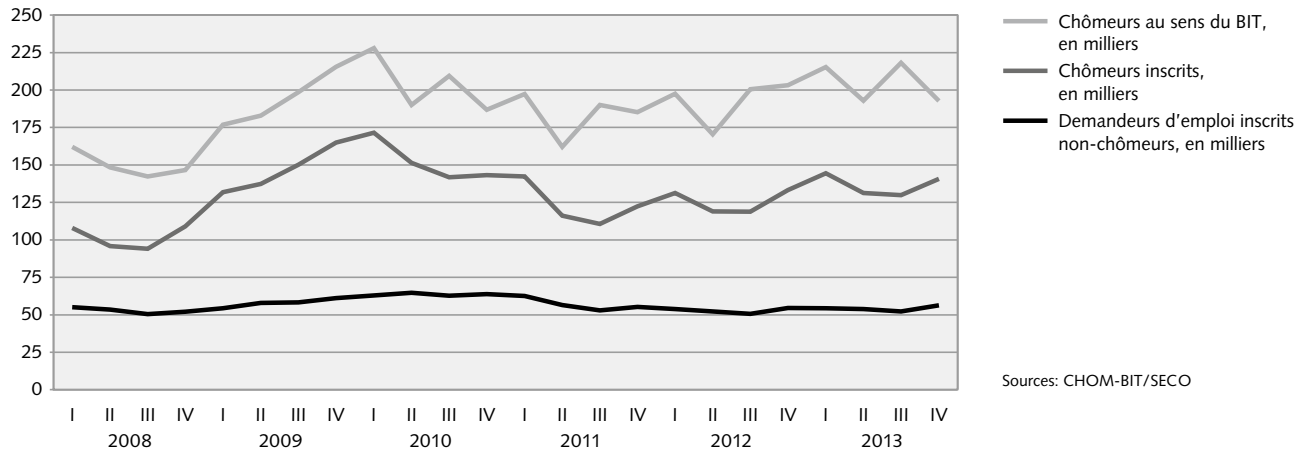
### La récente croissance n'a pas encore eu d'effet manifeste sur le marché du travail

A partir du troisième trimestre 2012, les tendances observées dans les indicateurs du marché du travail sont plus floues: malgré la reprise économique amorcée au troisième trimestre 2012 et un nombre croissant de places vacantes jusqu'à l'été 2013 (+10,0% à 51'000), le taux de chômage selon le SECO a augmenté de 2,8% à 3,0% et les entreprises ont eu plus de peine à recruter du personnel hautement qualifié. Parallèlement, le taux de chômage au sens du BIT a commencé de baisser au quatrième trimestre 2013 par rapport au trimestre correspondant de 2012, passant de 4,4% à 4,1%.

### Les heures supplémentaires réalisées en 2013 représentent 105'000 emplois à plein temps

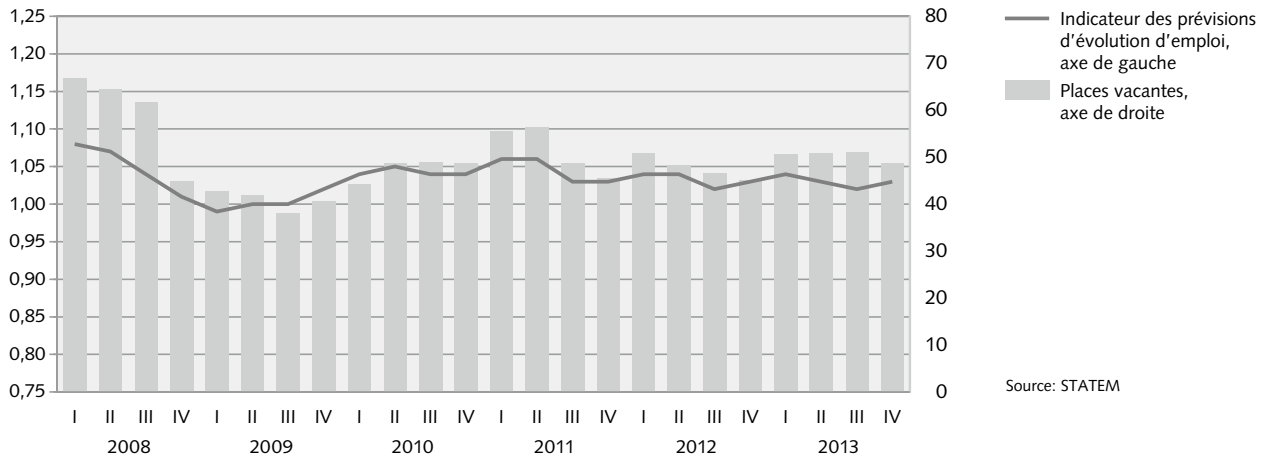
En 2013, quelque 198 millions d'heures supplémentaires payées ou non payées ont été effectuées en Suisse, ce qui correspond à 105'000 emplois à plein temps. Si ce volume montre également un déséquilibre quant à la répartition du travail, il serait cependant erroné de conclure que le chômage aurait pu être résorbé grâce à une réduction massive du travail. En effet, le travail supplémentaire est souvent de nature temporaire et des décalages subsistent entre les qualifications requises par les entreprises et les qualifications des chômeurs.

**Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 2008–2013**



Sources: CHOM-BIT/SECO

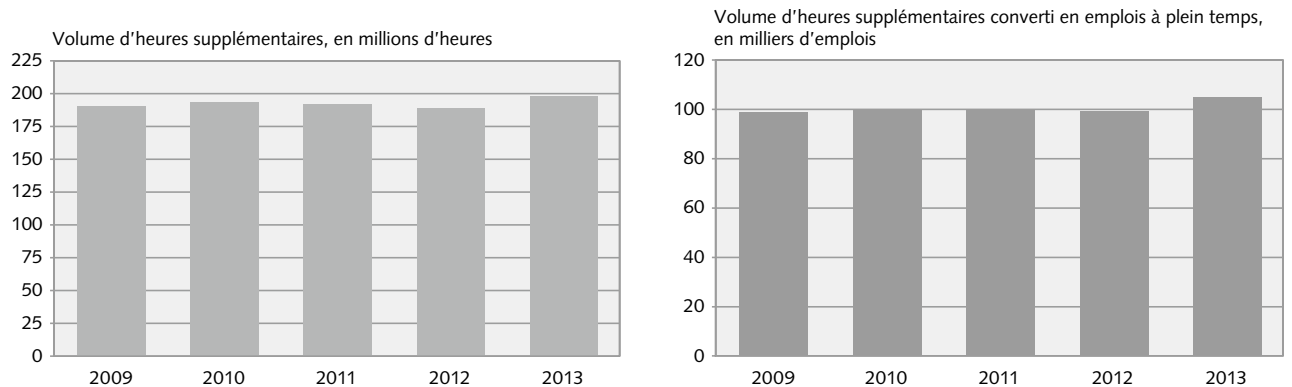
**Places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi\*, en milliers, 2008–2013**



Source: STATEM

\* L'échelle va de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation), en passant par 1,0 (maintien).

**Volume d'heures supplémentaires, en millions d'heures et son équivalent en emplois à plein temps\*, 2009–2013**



\* L'équivalent en emplois à plein temps est obtenu en divisant les heures supplémentaires par la durée effective de travail dans les emplois à plein temps.

Source: SVOLTA

## 2008–2013: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2008 à 2013, la part des femmes sur le marché du travail est restée stable. Hommes et femmes sont toujours plus nombreux à travailler à temps partiel. Les femmes restent cependant proportionnellement nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (58,5% contre 14,5%). Le taux de chômage au sens du BIT des hommes a augmenté au fil des ans et se situe à un niveau comparable à celui des femmes, soit à environ 4%. Les femmes gagnent en moyenne 18,4% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence salariale peut être expliquée par des critères objectifs.

### La part des femmes dans la population active reste inchangée

Entre le printemps 2008 et le printemps 2013, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé de 7,0% (2,738 millions au 2<sup>e</sup> trimestre 2013) et celui des femmes actives a augmenté au même rythme (+7,0%; 2,271 millions). La part de ces dernières dans la population active est ainsi demeurée inchangée en cinq ans (45,3%). Le nombre des femmes actives occupées a toutefois plus fortement augmenté (+6,8%) que celui des hommes (+5,8%), tandis que le nombre des femmes au chômage au sens du BIT progressait de 12,0% et que celui des hommes dans la même situation s'accroissait de 51,9%. Cette évolution a entraîné une réduction de la part des femmes parmi les chômeurs au sens du BIT, laquelle est passée de 54,6% en 2008 à 47,0% en 2013 (2<sup>e</sup> trimestre dans les deux cas).

### Le temps partiel continue de progresser

Le temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au deuxième trimestre 2013, 58,5% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (leur taux d'occupation était inférieur à 90%), contre 14,5% des hommes actifs occupés. Entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013, le nombre de personnes actives occupées à temps partiel a cependant augmenté aussi bien chez les femmes (+7,6%) que chez les hommes (+16,8%).

La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que les femmes ne contribuent que pour un peu plus d'un tiers au volume total des heures effectives de travail (37,6% en 2013).

### Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à travailler dans le secteur des services que les hommes

L'évolution du nombre de personnes actives occupées n'a pas été la même dans les trois secteurs économiques entre 2008 et 2013 (1: primaire, 2: industrie, 3: services): Si le secteur secondaire s'est caractérisé par une hausse du nombre d'hommes et une baisse de celui des femmes, le secteur tertiaire a enregistré une progression du nombre des actifs occupés pour les deux sexes (+8,7% chez les hommes et +7,3% chez les femmes).

La part des femmes exerçant un emploi dans le secteur des services est nettement supérieure à celle des hommes (3<sup>e</sup> trimestre 2013: 85,8% contre 64,1%). La part des femmes n'atteint que 11,1% dans l'industrie et 3,1% dans l'agriculture. Parmi les hommes actifs occupés, 31,7% travaillent dans l'industrie et 4,1% dans l'agriculture.

### Un taux élevé de chômage au sens du BIT malgré la récente reprise économique

Au début de la période sous revue, soit le premier trimestre 2008, le taux de chômage au sens du BIT était de 3,2% chez les hommes et de 4,3% chez les femmes. En raison d'une conjoncture favorable, ce taux a reculé à 2,8% chez les hommes jusqu'au troisième trimestre 2008. Chez les femmes, il a atteint un seuil plancher (3,8%) le trimestre suivant. La récession économique amorcée au quatrième trimestre 2008 a toutefois fait à nouveau augmenter ce taux jusqu'au premier trimestre 2010 à 5,0% chez les hommes et à 5,3% chez les femmes. Au troisième trimestre 2009, l'économie a repris de la vigueur, ce qui a provoqué une baisse des taux de chômage au sens du BIT jusqu'au deuxième trimestre 2011 à 3,5% pour les hommes et à 3,7% pour les femmes. Le dynamisme de l'économie a cependant ralenti en 2011 et en 2012: les taux de chômage ont eu tendance à augmenter et le taux de chômage des hommes à se rapprocher de celui des femmes en 2013. Au quatrième trimestre 2013, les taux de chômage au sens du BIT se montaient à 3,9% pour les hommes et à 4,3% pour les femmes. Si l'on considère l'ensemble de la période sous revue, on note que les taux de chômage au sens du BIT des hommes et des femmes se situaient en 2013 à un niveau plus élevé qu'en 2008 (au 4<sup>e</sup> trimestre dans les deux cas).

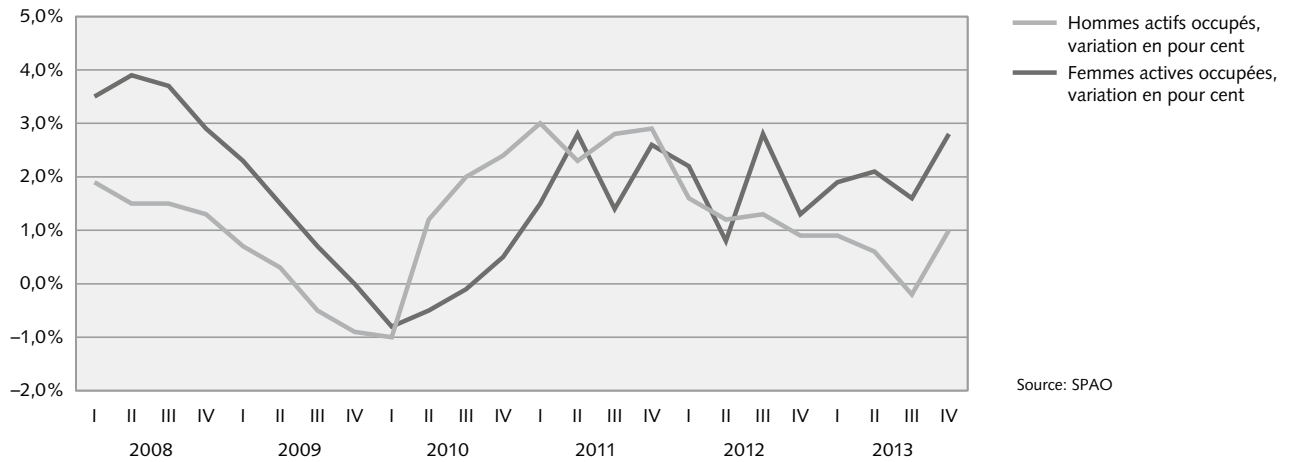
### Les femmes gagnent moins que les hommes

Avec un salaire brut standardisé médian de 6397 francs par mois en 2010, les hommes restent encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élève en effet à 5221 francs, soit 18,4% de moins. La différence était encore de 21,3% dix ans plus tôt. Selon une étude confiée par l'Office fédéral de la statistique à l'Université de Fribourg<sup>1</sup> et publiée en 2010, 62,4% de l'écart salarial en 2010 s'expliquaient par des facteurs liés au poste de travail, à l'entreprise et aux qualifications personnelles et 37,6% étaient dus à des éléments non explicables.

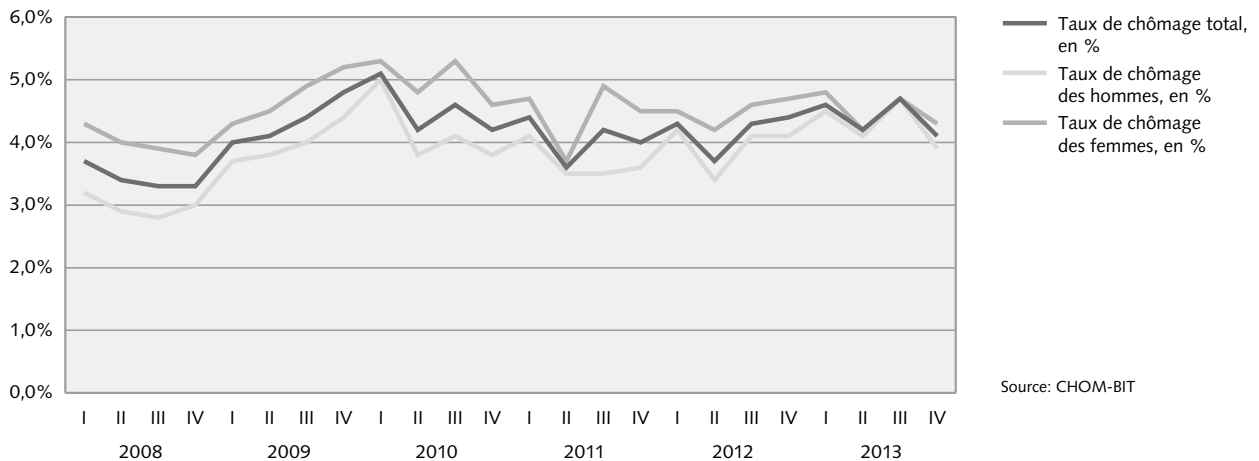
<sup>1</sup> [www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch) → Thèmes → 03–Travail, rémunération → Salaires et revenus du travail → Indicateurs → Niveau des salaires → par sexe



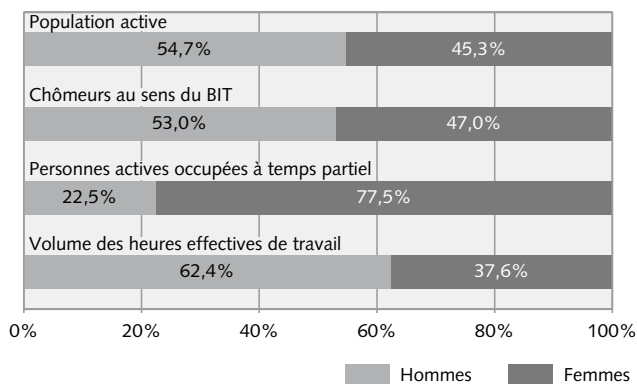
### Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2008–2013



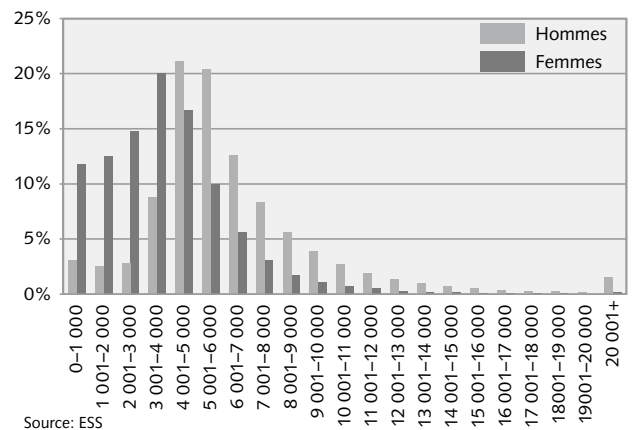
### Taux de chômage au sens du BIT pour hommes et femmes, en pour cent, 2008–2013



### Répartition hommes/femmes de la pop. active, des chômeurs au sens du BIT, des pers. actives occupées à temps partiel (au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 dans les trois cas) et du volume des heures effectives de travail (2013), en pour cent



### Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2010



## 2008–2013: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2008 à 2013, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté six fois plus fortement que celui des personnes actives de nationalité suisse. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Enfin, ces derniers ont des salaires plus élevés que ceux des travailleurs étrangers.

### Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé six fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+18,2% à 1,490 million contre +2,9% à 3,519 millions). A la fin de l'année 2009, cette augmentation a été stoppée par la crise économique et la population active de nationalité étrangère n'a plus enregistré qu'une légère hausse de 0,2% au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. A partir du premier trimestre 2011, la population active étrangère s'est remise à augmenter nettement pour atteindre au quatrième trimestre 2011 une croissance de +5,0% en comparaison annuelle. Cette hausse importante est le résultat d'une forte immigration: sur l'ensemble de la période 2008–2012, les immigrations de main-d'œuvre étrangère ont dépassé de 282'000 personnes les émigrations. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 18'000 personnes durant la même période. Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2008 à 2012, quelque 117'000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 27,4% entre 2008 et 2013, alors que celui de la population active suisse aurait enregistré une légère baisse (-0,5%). Au deuxième trimestre 2013, la part des étrangers dans la population active représentait 29,7%, contre 26,9% cinq ans plus tôt.

### Le chômage touche davantage les personnes étrangères

Au deuxième trimestre 2013, la population active de nationalité suisse se composait de 3,418 millions d'actifs occupés et de 101'000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population de nationalité suisse s'élevait ainsi à 2,9%. Il se situait à 2,5% cinq ans plus tôt au même trimestre. Si ce taux a varié entre 2,5% (2008) et 3,7% (2010) au cours de la période sous revue pour la population de nationalité suisse, la situation des étrangers a été moins favorable: au deuxième trimestre 2013, 1,398 million d'entre eux étaient actifs occupés et 92'000 étaient au chômage au sens du BIT. En cinq ans, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers a progressé de 1,5 point (2<sup>e</sup> trimestre 2008: 6,5%; 2<sup>e</sup> trimestre 2013: 7,9%), mais il avait atteint le niveau record de 10,4% au premier trimestre 2010. Ces chiffres montrent que les étrangers sont davantage exposés au risque de chômage. Ce risque plus grand tient, entre autres, au fait qu'une proportion comparativement importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (28,4% contre 12,1% des Suisses) et, d'autre part, à la relative surreprésentation des travailleurs étrangers dans le secteur secondaire, qui reste sensible aux aléas de la conjoncture.

### Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013, la part des personnes travaillant à temps partiel a légèrement augmenté tant chez les Suisses (+1,6 point à 37,8%) que chez les étrangers (+2,1 points à 24,8%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au deuxième trimestre 2013, les premières étaient 61,8% à travailler à temps partiel, les secondes 46,2%. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 16,0% et 9,7%. La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (95,1% contre 86,8% des Suisses). Seulement 4,9% ont le statut d'indépendant ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses est liée à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est bien plus élevée chez les 40 à 64 ans que dans les autres groupes d'âges).

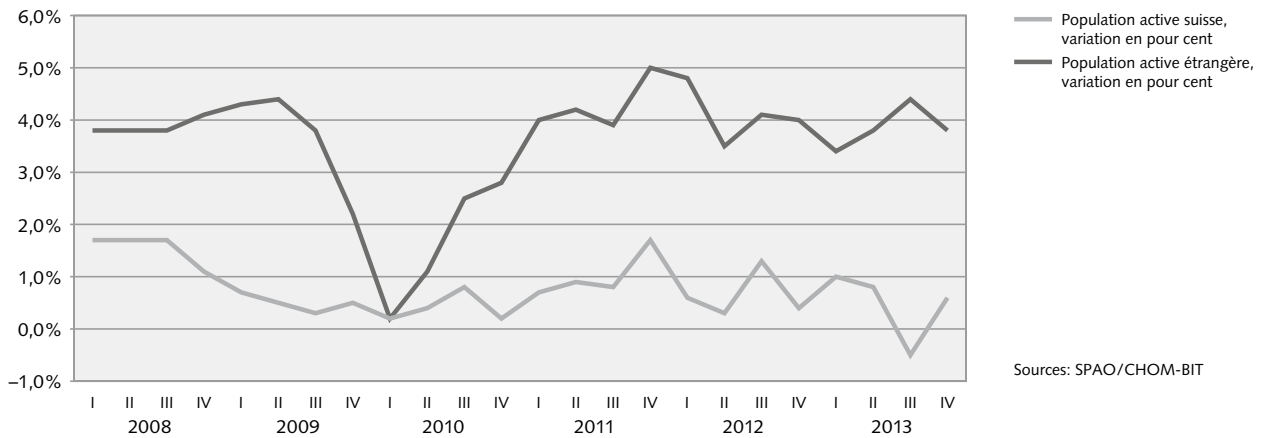
### La part des travailleurs étrangers titulaires d'une autorisation d'établissement diminue

La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement a changé au cours des cinq dernières années: la part des titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) a baissé de 50,3% à 48,6% entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013. Celle des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée (livret L) a aussi diminué (2<sup>e</sup> trimestre 2008: 4,0%; 2<sup>e</sup> trimestre 2013: 3,5%). Les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) ont par contre un peu gagné en importance entre 2008 et 2013, passant de 25,9% à 26,4%; leur part a même atteint entre-temps environ 28% (à mi-2009 ainsi qu'en 2011 et en 2012). On observe également une légère progression pour les frontaliers (livret G) pendant la période considérée (+1,7 point à 19,5%).

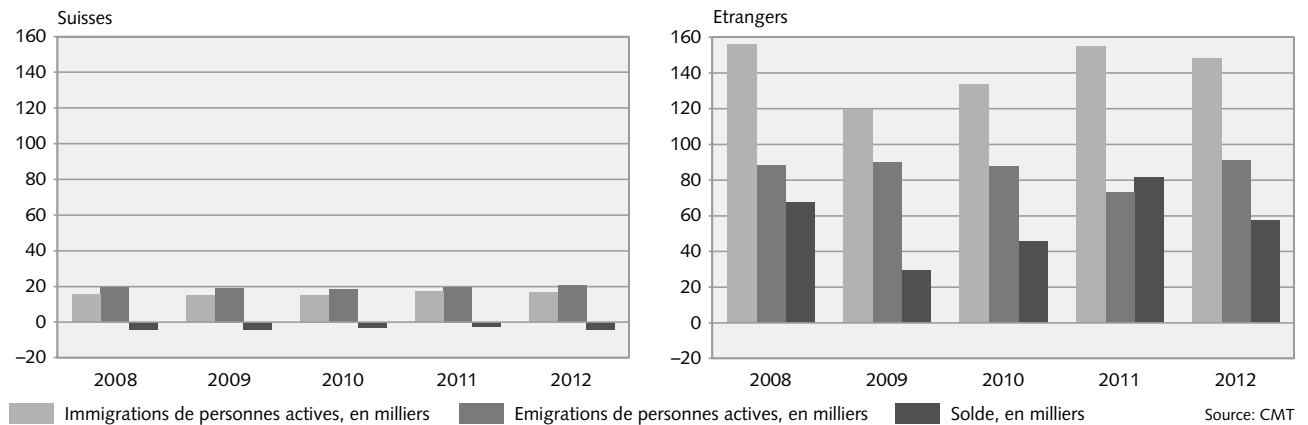
### Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

En 2010, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers était de 11,4% inférieur à celui des Suisses (5506 francs contre 6217 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (au 2<sup>e</sup> trimestre 2010, 54,6% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 42,2% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

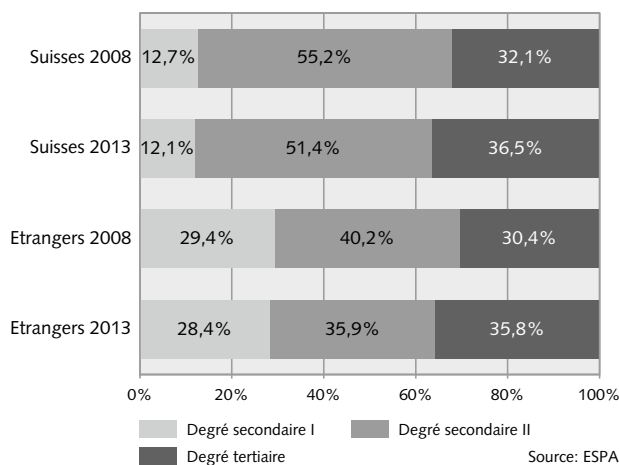
**Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2008–2013**



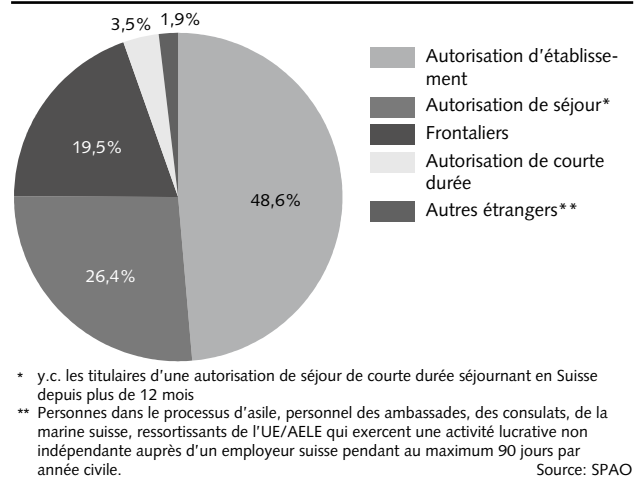
**Migration de personnes actives selon la nationalité, en milliers, 2008–2012**



**Niveau de formation des personnes actives selon la nationalité, en pour cent, 2<sup>e</sup> trimestre 2008 et 2<sup>e</sup> trimestre 2013**



**Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, 2<sup>e</sup> trimestre 2013**



\* y.c. les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée séjournant en Suisse depuis plus de 12 mois

\*\* Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

## 2008–2013: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Dans la période considérée, le nombre des actifs occupés a enregistré une progression supérieure à la moyenne dans trois grandes régions: le Tessin, la Région lémanique et la région de Zurich. La Région lémanique accueille environ un tiers de tous les frontaliers travaillant en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,8 point ces cinq dernières années à l'échelle nationale. On a observé des différences entre les grandes régions: si le taux de chômage au sens du BIT a connu une forte hausse dans la Région lémanique, au Tessin et en Suisse orientale, il a diminué en Suisse centrale. Pendant toute la période considérée (2008 à 2013), ce taux a toujours été supérieur de 2 points à la moyenne suisse dans la Région lémanique et au Tessin.

### Forte progression des actifs occupés au Tessin

Au niveau suisse, le nombre des actifs occupés a progressé de 6,2% entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013. La plus forte hausse a été observée au Tessin (+13,0%). L'augmentation a aussi été supérieure à la moyenne dans la Région lémanique (+9,6%) et à Zurich (+8,3%). Au deuxième trimestre, l'Espace Mittelland comptait le plus de personnes actives occupées (1,0 million), devant Zurich (949'000) et la Région lémanique (903'000).

### Un tiers des frontaliers travaillent dans la Région lémanique

Au quatrième trimestre 2013, 279'000 frontaliers travaillaient en Suisse. Un tiers environ dans la Région lémanique (34,7%), un quart dans la Suisse du Nord-Ouest (23,5%) et un cinquième au Tessin (21,5%). Ces trois grandes régions accueillent donc ensemble quelque quatre cinquièmes des frontaliers. Dans la Région lémanique comme dans la Suisse du Nord-Ouest, un actif occupé sur dix était un frontalier au quatrième trimestre 2013. Cette part est bien plus élevée au Tessin, où la main-d'œuvre frontalière représente 25,6% des actifs occupés.

### Hausse du taux de chômage au sens du BIT dans la Région lémanique et au Tessin

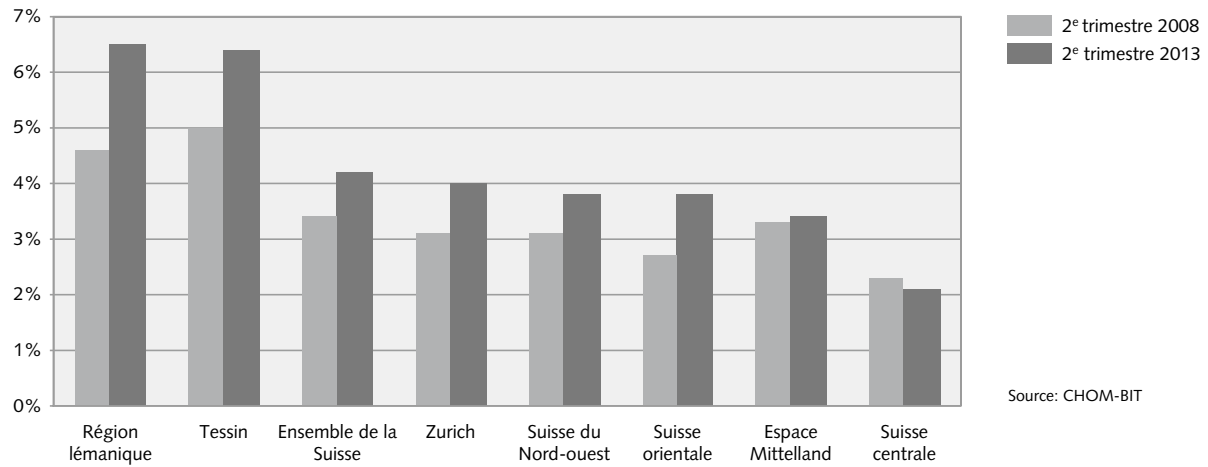
Entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2010, le taux moyen suisse de chômage au sens du BIT a augmenté de 3,4% à 5,1% suite à une détérioration de la conjoncture. Cette évolution a touché toutes les grandes régions. La hausse la plus forte a été enregistrée dans la Région lémanique, où le taux a atteint 8,2% (+3,6 points). Entre le premier trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2011, le taux a reculé au niveau suisse de 5,1% à 3,6%, avant de se remettre à augmenter jusqu'au quatrième trimestre 2013 (4,1%). A ce moment-là, le taux de chômage au sens du BIT se montait à 6,3% dans la Région lémanique, à 6,2% au Tessin, à 4,1% dans la Suisse du Nord-ouest, à 3,5% dans l'Espace Mittelland, à 3,4% à Zurich, à 3,4% en Suisse orientale et à 3,0% en Suisse centrale.

Sur l'ensemble des cinq années considérées (du 2<sup>e</sup> trimestre 2008 au 2<sup>e</sup> trimestre 2013), le taux de chômage au sens du BIT a progressé au niveau suisse de 3,4% à 4,2%. On observe cependant des différences entre les grandes régions: le taux a baissé uniquement en Suisse centrale (de 0,2 point à 2,1%). Le taux de chômage au sens du BIT a par contre augmenté dans la Région lémanique (de 4,6% à 6,5%), au Tessin (de 5,0% à 6,4%), à Zurich (de 3,1% à 4,0%), en Suisse orientale (de 2,7% à 3,8%) et dans la Suisse du Nord-Ouest (de 3,1% à 3,8%). Il n'a que peu changé dans l'Espace Mittelland (+0,1 point à 3,4%).

### La région zurichoise propose les salaires les plus élevés

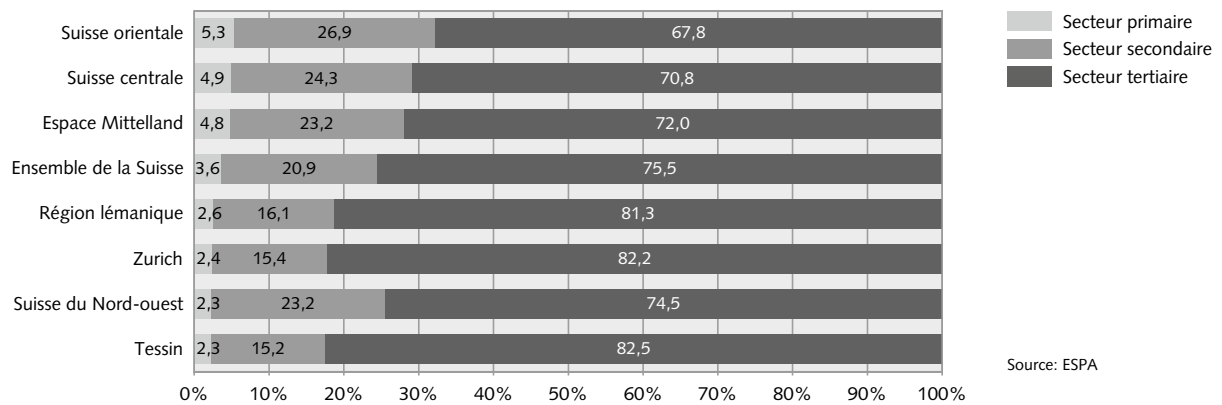
La situation salariale en 2010 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5076 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 20,1% de moins que les salariés de la région de Zurich (6349 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions (20,1% en 2010) s'est réduit de deux points par rapport à l'an 2000. Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait entre ces deux extrêmes: 6220 francs dans la Suisse du Nord-ouest, 6083 francs dans la Région lémanique, 5932 francs en Suisse centrale, 5890 francs dans l'Espace Mittelland et 5568 francs en Suisse orientale.

**Taux de chômeurs au sens du BIT par grande région, en pour cent, 2<sup>e</sup> trimestre 2008 et 2013**



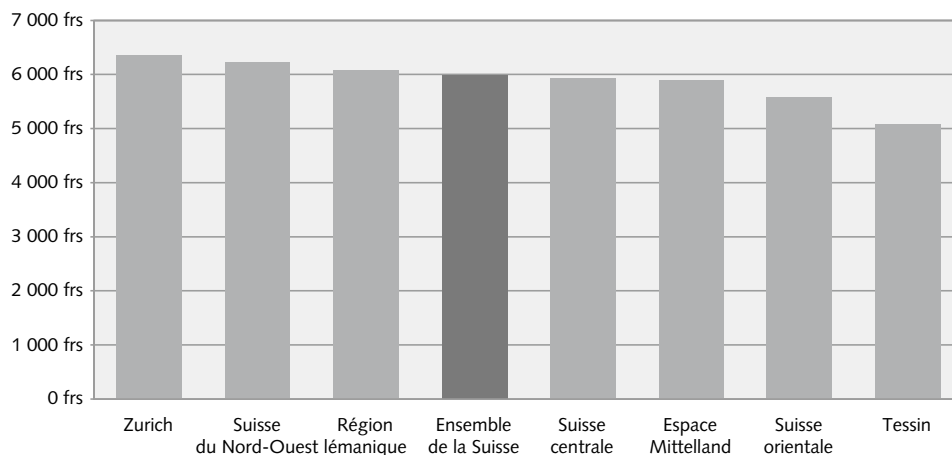
Source: CHOM-BIT

**Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, moyenne annuelle 2013**



Source: ESPA

**Salaires mensuels bruts standardisés (médiane) par grande région, en francs, 2010**



Source: ESS

## Situation du marché du travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 et perspectives à court terme

**Le nombre des actifs occupés et des emplois a augmenté au premier trimestre 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Le taux de chômage au sens du BIT et le taux de chômage selon le SECO ont cependant aussi enregistré une légère hausse. Il y a plus de places vacantes et les perspectives d'emploi pour le deuxième trimestre 2014 font entrevoir une progression de l'emploi. Parallèlement, les entreprises sont plus nombreuses à indiquer avoir des difficultés à recruter du personnel qualifié qu'au premier trimestre 2013.**

### Hausse des personnes actives occupées et du nombre des emplois

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, le nombre des actifs occupés a progressé de 48'000 ou de 1,0% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. L'augmentation a été la même pour les deux sexes (1,0%). Si le nombre des actifs occupés suisses a légèrement reculé (-0,1%), celui des actifs occupés de nationalité étrangère s'est accru de 3,9%. L'augmentation de la main-d'œuvre étrangère s'observe en premier lieu chez les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée (+10,6%) et des étrangers établis (+6,5%). Le nombre de personnes au bénéfice d'une autorisation de séjour qui vivent en Suisse depuis plus de 12 mois a diminué en rythme annuel (-2,6%). La hausse du nombre d'actifs occupés a été plus forte dans le secteur tertiaire (+1,0%) que dans le secteur secondaire (+0,1%). A l'instar du nombre de personnes actives occupées, celui des emplois a augmenté de 1,0% (à 4,192 millions) ces douze derniers mois.

secteur secondaire (1,06; +1,2%) comme dans le secteur tertiaire (1,04; +0,4%). Par rapport au même trimestre de l'année précédente, l'indicateur des difficultés de recrutement en personnel qualifié est en légère hausse (30%; +0,7%). Cette évolution a été observée aussi bien dans le secteur secondaire (35%; +0,2%) que dans le secteur tertiaire (29%; +0,8%).

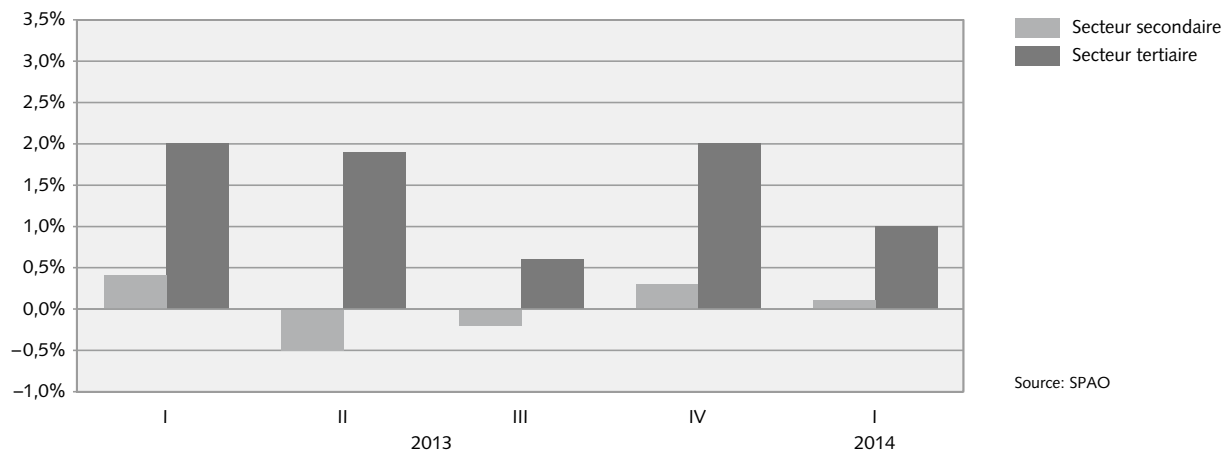
### Légère progression du taux de chômage au sens du BIT

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, 226'000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), soit 11'000 de plus qu'un an auparavant. Ces chômeurs au sens du BIT représentaient 4,8% de la population active, contre 4,6% au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Le taux de chômage selon le SECO se situait à 3,3% en mars 2014, soit un niveau supérieur de 0,1 point à celui de mars 2013. Il représente en chiffres absolus quelque 143'000 personnes enregistrées en mars 2014 comme chômeurs dans un office régional de placement et une hausse de 4000 personnes par rapport à 12 mois auparavant. Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi progressé entre mars 2013 (55'200) et mars 2014 (57'100) de quelque 1800 personnes.

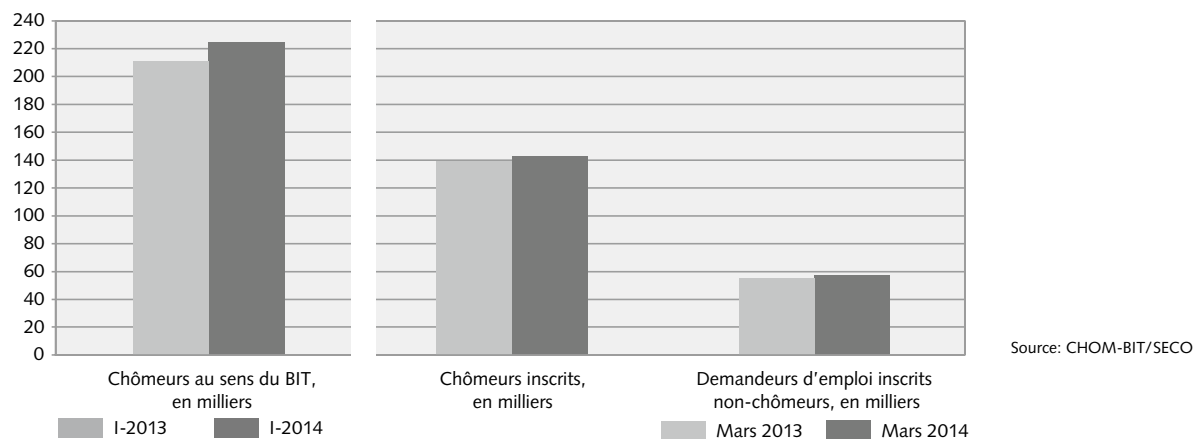
### Perspectives d'emploi favorables

Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises laissent entrevoir que les effectifs vont d'une manière générale augmenter ou du moins rester à leur niveau actuel pendant le trimestre à venir. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, on dénombrait 3700 places vacantes de plus qu'un an auparavant (+7,5%). Le secteur secondaire enregistre 1000 places vacantes supplémentaires (+8,3%), le tertiaire 2700 (+7,2%). L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de leur emploi dans les trois mois suivants, a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (1,04; +0,6%) et restait supérieur à 1,00, dans le

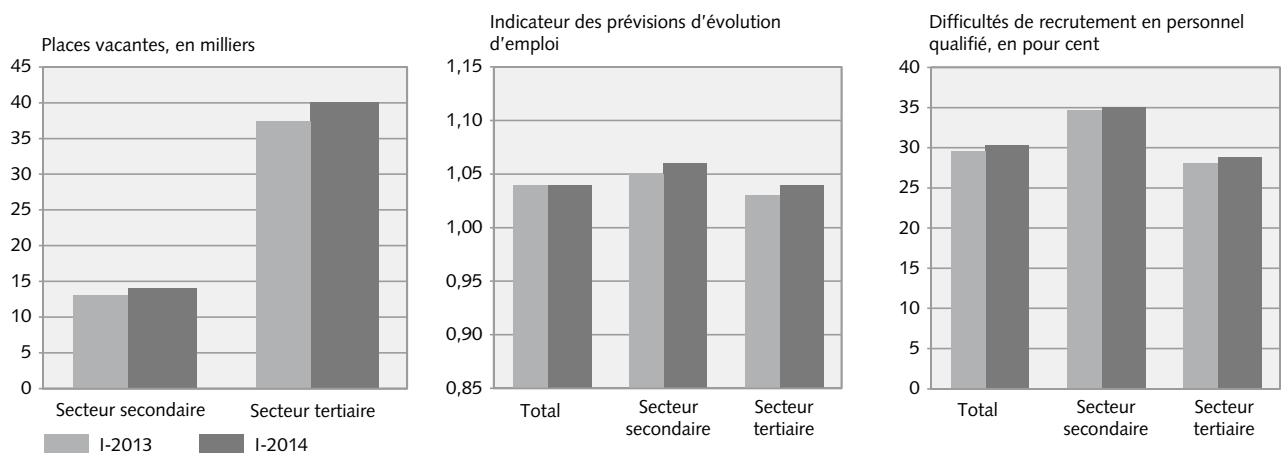
**Variation d'actifs occupés, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et 1<sup>er</sup> trimestre 2014**



**Chômeurs au sens du BIT, en milliers, 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et 1<sup>er</sup> trimestre 2014**  
**Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2013 et mars 2014**



**Places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi\* et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et 1<sup>er</sup> trimestre 2014**



## Le marché suisse du travail en comparaison internationale

**Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Tant le taux d'activité des femmes que la part d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. En Suisse, le taux de chômage au sens du BIT est inférieur de près de moitié au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix, les différences sont cependant plus faibles.**

### Taux d'activité et durée du travail élevés en Suisse

Au deuxième trimestre 2013, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 68,0% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (82,5%) et la Norvège (71,4%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 61,3%; Allemagne: 60,4%; France: 56,5%; Italie: 49,0%). L'Italie et la Croatie (44,4%) présentent les taux les plus faibles d'Europe. La moyenne de l'UE-28 se situe à 57,6%.

Les Suisses à plein temps travaillent 41,7 heures par semaine (durée normale de travail des salariés à plein temps dans les entreprises); ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (44,2 heures) et le Royaume-Uni (42,4 heures). La durée hebdomadaire de travail est nettement inférieure à la moyenne européenne de 40,4 heures au Danemark (37,7 heures).

### Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. En Croatie (38,8%), à Malte (38,9%) et en Italie (39,7%), à peine deux cinquièmes des femmes sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 78,9%; Norvège: 68,3%; Suède: 61,2%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (51,1%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 61,5%. La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 34,7% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 58,5%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (50,9%; femmes: 77,3%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,8%; femmes: 3,5%) et en Slovaquie (5,0%; femmes: 6,7%).

### Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

Par rapport à la moyenne européenne, le taux de chômage au sens du BIT a enregistré en Suisse une hausse inférieure à la moyenne entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2013. Dans l'UE-28, il a progressé de 4,0 points à 10,8%. En Suisse, il a augmenté de 0,8 point (à 4,2% au deuxième trimestre 2013). Le taux suisse est très bas en comparaison européenne; seule la Norvège affiche un taux plus faible (3,6%; +0,9 point). La Grèce et l'Espagne sont les pays d'Europe qui présentent les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés et ayant connu la plus forte hausse en cinq ans (respectivement +19,9 points à 27,1% et +15,9 points à 26,3%).

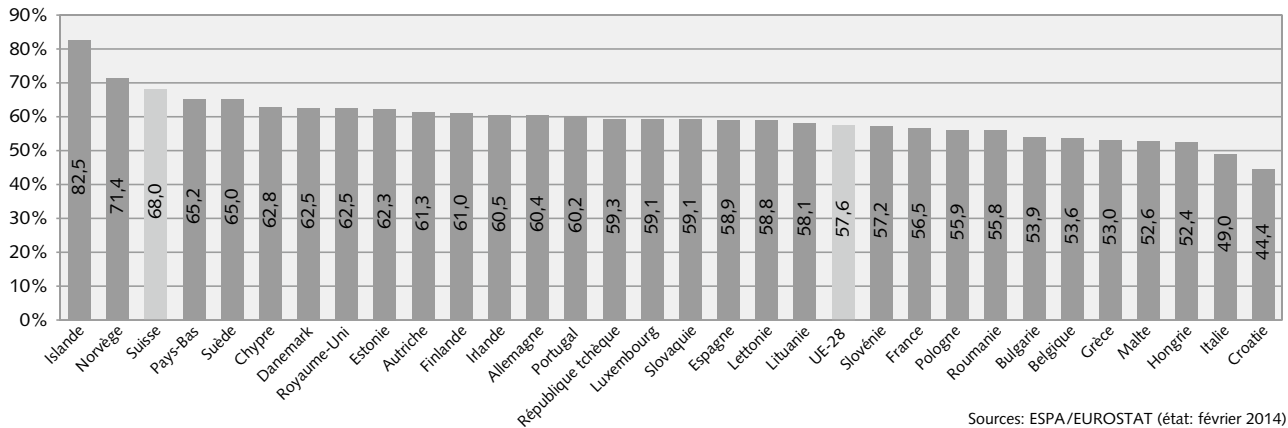
### Les salaires en comparaison internationale

La comparaison du niveau des salaires annuels bruts moyens pour un plein temps au sein de l'UE/AELE met en évidence l'écart salarial existant d'une part parmi les pays de l'UE-15/AELE, d'autre part entre ces derniers et les nouveaux pays membres (uniquement entreprises de 10 employés ou plus dans l'industrie et les services marchands; temps partiels recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%). A l'intérieur de l'UE-15, un décalage s'observe toujours entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2010, les salaires les plus élevés étaient enregistrés au Danemark (58'140 euros), en Norvège (54'169 euros), au Luxembourg (51'008 euros) et en Belgique (44'366 euros), les salaires les plus bas en Espagne (26'621 euros), en Grèce (25'696 euros) et au Portugal (17'193 euros). L'écart salarial augmente encore lorsque l'on considère les nouveaux pays membres: la Roumanie et la Bulgarie, pays devenus membres de l'UE en janvier 2007, affichaient en 2010 des salaires bruts moyens respectivement de 6156 et 4618 euros. Avec un salaire annuel de 59'408 euros la Suisse figure en première position devant le Danemark.

Les salaires peuvent également être convertis dans une devise commune appelée pouvoir d'achat standard (PAS). Cette devise fictive annule l'effet des différences de niveau des prix entre les pays, permettant ainsi de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat. La prise en compte du pouvoir d'achat des salaires lors de l'analyse comparative de leur niveau nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse (les plus élevés d'Europe) sont 12,9 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas). Convertis en PAS par contre, les salaires suisses ne sont plus que 4,3 fois supérieurs aux salaires moyens bulgares.

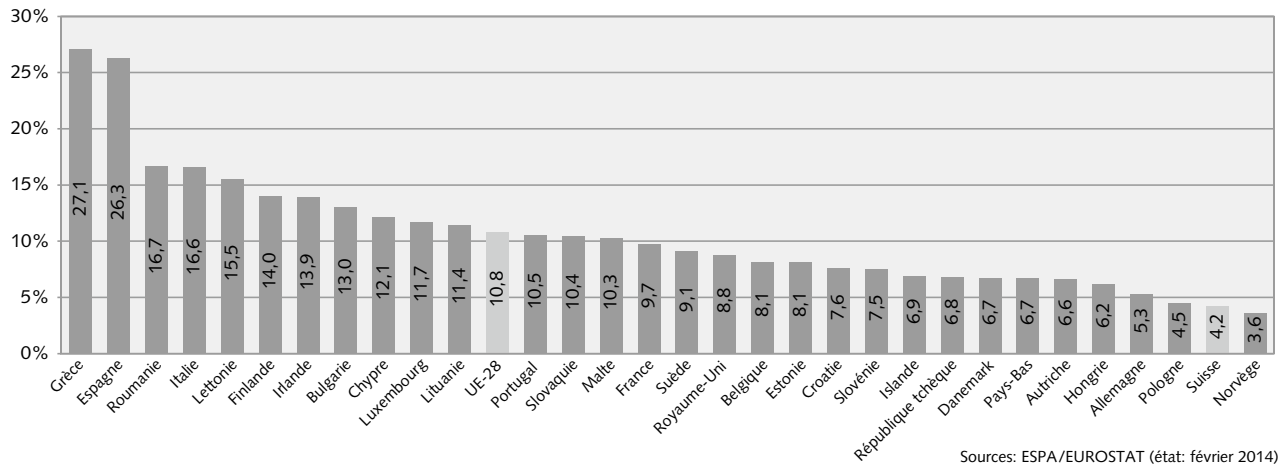


**Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, 2<sup>e</sup> trimestre 2013**



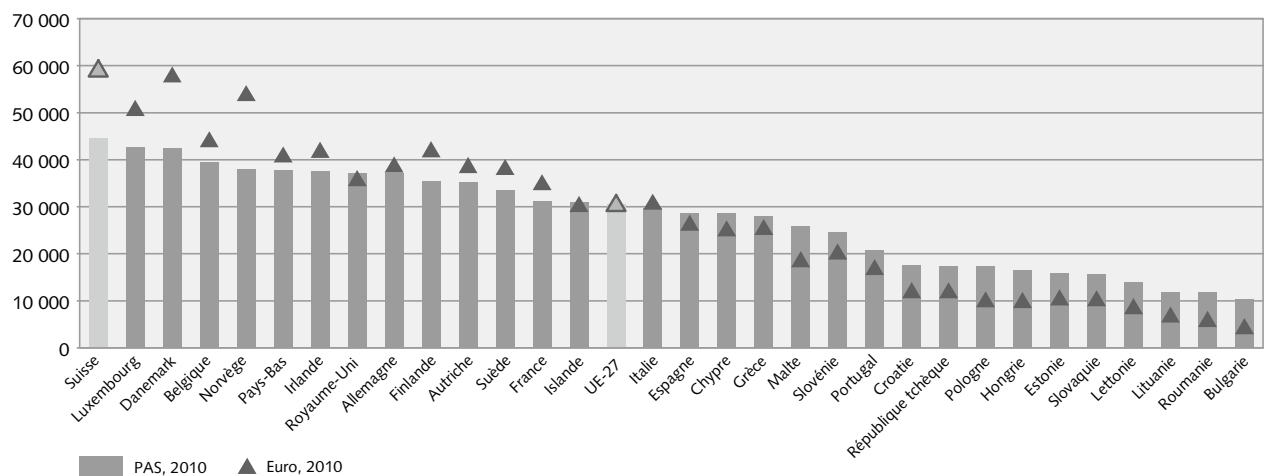
Sources: ESPA/EUROSTAT (état: février 2014)

**Taux de chômage au sens du BIT des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, 2<sup>e</sup> trimestre 2013**



Sources: ESPA/EUROSTAT (état: février 2014)

**Salaires annuels bruts moyens pour un emploi à plein temps<sup>1</sup>. Entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands<sup>2</sup>, Suisse et Etats de l'UE et de l'AELE, en PAS<sup>3</sup> et en Euro, 2010**



<sup>1</sup> Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%)  
<sup>2</sup> Sections B à N de la NACE Rév.2 <sup>3</sup> Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays

Sources: ESS/EUROSTAT (état: mars 2014)





